

# Réfugiés : le terrain reste miné pour Merkel

## ALLEMAGNE

**Angela Merkel doit conclure des accords bilatéraux avec les pays européens.**

**Mais le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a réitéré son refus jeudi à Berlin, et l'Autriche n'est pas beaucoup mieux disposée.**

Pauline Houédé

@Pauline\_H

— Correspondante à Berlin

Trois jours après le compromis difficilement conclu avec son allié bavarois, CSU, rien n'est encore gagné pour Angela Merkel, qui doit maintenant mettre en œuvre cet accord qui resserre sensiblement la politique allemande d'accueil des réfugiés. Sa tâche consiste à convaincre d'urgence ses partenai-

res européens de signer des accords bilatéraux pour faciliter le renvoi des réfugiés qui arrivent aux frontières allemandes vers les pays européens où ils sont déjà enregistrés.

Sous la pression de la CSU, qui voulait unilatéralement refouler les réfugiés à la frontière allemande, Angela Merkel a trouvé un compromis avec la création de « zones de transit » à la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche pour y retenir les réfugiés dans l'attente du feu vert pour leur renvoi vers leur pays d'enregistrement en Europe. Angela Merkel n'aura cependant pas de soutien de la Hongrie, représentant le groupe de Visegrád (avec la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie), très opposé à sa politique d'accueil.

### Refus de Viktor Orbán

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qu'elle recevait jeudi à Berlin, a réitéré son refus d'accueillir des réfugiés renvoyés par l'Allemagne lors d'une conférence de presse musclée qui a mis au jour les désaccords entre les deux dirigeants. « Il



La chancelière Angela Merkel et le Premier ministre hongrois Viktor Orbán ont affiché leurs divergences sur la politique migratoire jeudi à Berlin. Photo Omer Messinger/AFP

ne faut pas oublier qu'il s'agit d'être humains qui viennent à nous », a rappelé Angela Merkel, qui a décidé dans l'urgence en 2015 d'ouvrir ses frontières aux réfugiés. « Le reproche de manque de solidarité qui nous est souvent adressé en Allemagne est injuste », a vertement répliqué Viktor Orbán, soulignant que ses soldats

protégeaient la frontière extérieure sud de l'UE et stoppait ainsi des « milliers de réfugiés qui se rendraient sinon chaque jour en Allemagne ».

En Autriche, les nouvelles n'étaient pas meilleures pour Angela Merkel. Le chef de la CSU et ministre de l'Intérieur à la tête de la fronde anti-immigration, Horst See-

hofer, à qui la chancelière avait demandé mercredi de négocier ces accords bilatéraux, a rencontré jeudi à Vienne le chancelier autrichien, Sebastian Kurz... sans pour autant conclure d'accord. Les deux dirigeants, qui partagent les mêmes vues anti-immigration, ont plutôt renvoyé la patate chaude vers l'Italie

et la Grèce, qui, du fait de leur situation géographique, enregistrent la grande majorité des demandes d'asile des réfugiés qui arrivent en Europe. « Nous ne rendrons pas ni aujourd'hui ni demain l'Autriche responsable des réfugiés dont l'Italie et la Grèce sont responsables », a martelé Horst Seehofer, qui reconnaît que les discussions avec Athènes et Rome seront « difficiles ».

### Convaincre le SPD

Le terrain restait miné aussi outre-Rhin où Angela Merkel devait faire valider le compromis conclu avec la CSU par les sociaux-démocrates (SPD), qui font partie de la coalition au pouvoir. Mission accomplie jeudi soir à l'issue d'une rencontre entre les représentants des trois partis. Ils ont accepté d'accélérer les procédures de renvoi des migrants ayant déjà demandé l'asile dans un autre pays de l'Union, a déclaré Andrea Nahles, la dirigeante du SPD. Avant d'ajouter qu'il n'y aurait aucun centre de transit et aucune décision unilatérale de l'Allemagne. Horst Seehofer s'est réjoui de cet accord. ■

# Le Vietnam dopé par une croissance robuste

## ASIE

**La croissance est soutenue (+7,1 % au premier semestre) mais les velléités d'investissements chinois inquiètent, tout comme la nouvelle loi sur la cybersécurité.**

Michel De Grandi

@MdeGrandi

En octobre de cette année, le Vietnam va célébrer trente ans d'accueil des investissements étrangers sur son sol. Une réussite sur le plan économique puisque ceux-ci contribuent désormais, à hauteur de 20 % environ, au PIB, et sont à l'origine de 72,6 % de la valeur totale des exportations. Avec un total de 20,3 milliards de dollars au premier semestre (+5,7 % en variation annuelle) versés au premier semestre, les investissements étrangers restent une manne, pour ce pays communiste au taux de croissance parmi les plus forts au monde. Au premier semestre, le PIB a progressé de 7,1 % sur un an, selon les données publiées par le bureau des statistiques de Hanoï. Mais la médaille a un revers.

Traditionnellement traversé par des courants nationalistes anti-chinois, le pays vient tout juste de connaître un nouvel accès de fièvre déclenché par un projet de loi concernant la création de zones économiques spéciales. Ces trois territoires à la fiscalité et aux formalités administratives allégées sont destinés à attirer de nouveaux investis-

seurs étrangers. Selon le projet initial, ces derniers pourraient, dans ces nouvelles zones, louer des terrains pour une durée de 99 ans. Seule inquiétude, mais elle est de taille : les manifestants comme les intellectuels craignent que la Chine investisse massivement. Pékin, avec qui la relation n'est pas toujours fluide du fait, notamment, des tensions en mer de Chine du Sud, fait de plus en plus peur au voisin vietnamien. Il est son principal fournisseur.

### Cybersécurité et liberté d'expression

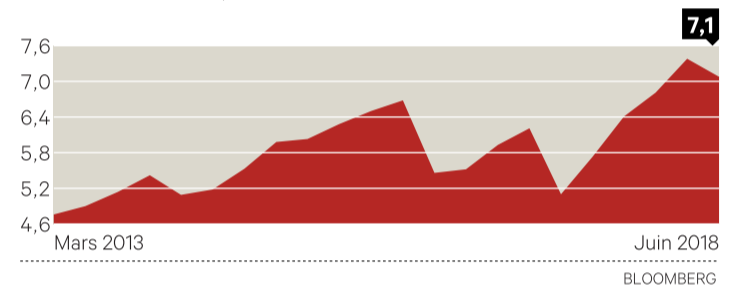
Face à la pression populaire et de façon inattendue, le gouvernement a reculé : il a reporté l'examen du texte sur les zones économiques spéciales et promis de réduire la durée des baux commerciaux. Une manœuvre dilatoire pour les opposants, déjà chauffés à blanc par un autre texte de loi voté le 12 juin. Ce texte sur la cybersécurité – le deuxième en Asie après la Chine – neutralise Internet et les réseaux sociaux. Face à des Vietnamiens ultra-connectés, la loi qui entre en vigueur en janvier 2019 va obliger les plates-formes à stocker les données personnelles des bloggeurs et internautes au Vietnam et non plus sur des serveurs installés à l'étranger comme pour Google et Facebook par exemple, qui utilisent des serveurs basés à Hong Kong et à Singapour. Le texte contraint les opérateurs à retirer toutes les publications considérées comme une menace à la sécurité nationale. Quant aux appels à manifester, ils seront interdits. La loi inquiète les groupes étrangers sur le climat des affaires au Vietnam et risque de limiter les

activités des entreprises dans le secteur du numérique. Le texte interpelle tout autant les ONG, à l'image d'Amnesty international : « Au regard des vastes pouvoirs que la loi confère au gouvernement pour sur-

veiller les activités en ligne, ce vote signifie qu'il n'y a plus de lieu sûr au Vietnam où les gens pourront s'exprimer librement », souligne Clare Algar, directrice des opérations mondiales de l'ONG. ■

### La croissance du Vietnam

Variation sur 12 mois, en %



## « A terme, Hanoï souhaite ne garder que 200 entreprises à capital 100 % public »

Propos recueillis par M. D. G.

**A** force de fusions, restructurations ou cessations d'activité, le nombre des entreprises publiques s'est bien réduit et leur efficacité a augmenté.

### 1 Où en est le programme de privatisations ?

Au début des années quatre-vingt-dix, il y avait environ 12.000 entreprises d'Etat. Elles n'étaient plus que 6.000 au tournant du siècle. A force de fusions, restructurations ou cessations d'activité, en octobre 2016, leur nombre est tombé à 718 dont 500 étaient encore publiques à 100 %. Cette cure d'amaigrissement a été de pair avec une augmentation de leur efficacité. Un rapport du Central Institute of Economic Management analyse les 350 entreprises d'Etat actionnarisées en 2015 et montre que leurs bénéfices avant impôt ont progressé en moyenne de 49 % et leur chiffre d'affaires de 29 %. Quant à leur contribution au budget, elle est en hausse de 27 %. Non seulement l'Etat en se désengageant a allégé ses coûts de fonctionnement, mais, en plus, il tire parti de leur meilleure



**3 QUESTIONS À JEAN-PHILIPPE EGLINGER**  
Président-directeur général de Viêt Phap Stratégies (\*)

santé économique. De grandes entreprises comme Petrolimex, BIDV (Bank for Investment and Development of Vietnam), Vinatex (Vietnam Textile and Garment Group), Viglacera (matériaux de construction, immobilier) ont bénéficié de ce processus entre 2011 et 2016.

### 2 Quelles ambitions pour les entreprises qui resteront publiques ?

A terme, Hanoï souhaite ne garder que 200 entreprises à capital 100 % public. Ce seront en quelque sorte des champions nationaux qui vont intervenir dans des secteurs clés comme les transports, l'énergie ou les télécoms. Dans ce dernier sec-

teur, Viettel fait certainement office de modèle. De simple entreprise militaire de télécommunications en 1989, elle est devenue un consortium qui réalise 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires (2017). L'entreprise est présente dans plus de dix pays dans le monde (Laos, Cambodge, Afrique, Amérique du Sud, France). Et surtout, au Vietnam, elle se concentre à présent sur la recherche afin de développer des équipements qui étaient jusqu'ici importés. Une contribution à l'indépendance nationale clairement affichée en quelque sorte.

### 3 Pourquoi les privatisations prennent-elles tant de temps ?

Il faut voir que le processus est relativement ancien puisqu'il remonte aux années quatre-vingt-dix. Les autorités voulaient se désengager en transférant les parts détenues dans ces entreprises d'Etat à des collectivités, des cadres, des employés ou des investisseurs extérieurs. Le but étant de réformer les structures en les rendant plus efficaces, l'Etat gardant un œil sur leur fonctionnement via le nouvel actionnariat. Ce processus s'apparente davantage à une « actionnariat » des entreprises d'Etat plutôt qu'à une privatisation au sens où nous le comprenons en Occident. Il y aura à terme sans doute une autre étape avec l'entrée d'investisseurs privés dans le capital. Pour l'instant, la réglementation ne le permet guère : un investisseur stratégique extérieur ne peut pas détenir plus de 30 % du nombre des actions d'une entreprise étatique, et sous certaines conditions d'éligibilité. ■

(\*) Coauteur d'« Histoire du Vietnam de la colonisation à nos jours », février 2018, éditions de La Sorbonne



DIMANCHE DE 10H À 11H  
**LE GRAND RENDEZ-VOUS**

PRÉSENTÉ PAR DAVID DOUKHAN, NICOLAS BARRÉ ET LAURENCE FERRARI

**JEAN-LUC MÉLENCHON**

EN DIRECT SUR EUROPE 1, CNEWS ET LESECHOS.FR

Les Echos

C NEWS

Europe 1